

ÉTUDIANTS, LYCÉENS, MÊME GALÈRE... MÊME COMBAT !

Lundi 2 novembre, une centaine d'étudiants de Paris I, Paris III et Paris IV ont participé à une assemblée générale réunie amphi Turgot à l'initiative de l'UNEF et de l'UNEM suite au mouvement lycéen.

Parce que **les profs que réclament les lycéens, ce sont les postes supprimés au CAPES et à l'Agrégation depuis deux ans**, et parce que les postes de surveillants supprimés, ça nous fait autant d'emplois en moins pour financer nos études,

Parce que nous constatons depuis la rentrée qu'**en fac comme dans les lycées, le pouvoir nous refuse les moyens d'étudier**: amphes et TD surchargés, retards des résultats d'examens, explosion du système minitel de réinscription, insuffisance des bibliothèques, quasi-impossibilité pratique de manger au resto-U pour les étudiants de la Sorbonne, difficultés croissantes à se loger à Paris, faible nombre et faible montant des bourses, tracasseries administratives supplémentaires voire refus du droit au séjour pour les étudiants étrangers

Parce que la seule réponse d'Allègre a été : pas un poste de prof, ni dans le secondaire, ni dans le supérieur ! Il ose prétendre contre toute évidence que ce n'est pas le problème principal. Au lieu de pourvoir les postes manquants, il allège les programmes: "puisque'il y a moins de moyens, apprenez moins".

Il poursuit l'application de la réforme Bayrou, et s'apprête à l'aggraver en s'inspirant du rapport Attali (de moins en moins d'enseignements, des stages bidon nous condamnant à être une main d'œuvre à bon marché pour les entreprises)

Cette AG a décidé d'appeler à une nouvelle AG, avec pour but d'envisager un cortège étudiant pour la manifestation lycéenne de jeudi.

POUR EXIGER :

- LA PUBLICATION IMMÉDIATE D'UN NOMBRE DE POSTES AU MOINS ÉGAL À CELUI DE 1996 AU CAPES ET À L'AGREG
- LE RECRUTEMENT COMME TITULAIRES SUR LES POSTES VACANTS DES PREMIERS COLLÉS DE L'ANNÉE DERNIÈRE
- UN RÉENGAGEMENT BUDGÉTAIRE MASSIF DE L'ÉTAT, POUR NOUS DONNER LES MOYENS D'Étudier
- LA FIN DE LA POLITIQUE DE DÉCONCENTRATION, ALIBI DE L'ASPHYXIE FINANCIÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Jeudi 5 novembre à midi
hall des amphes

Soutenu par l'UNEF Paris I, Paris III et Paris IV, SUD Étudiant Paris I, l'UNEM Sorbonne et des étudiants non syndiqués.